

TEXTES ET RÉFLEXIONS

PHILIPPE SÉGUIN : LE TRIBUN OUBLIÉ

Il avait la voix grave, la langue charpentée, et le verbe indomptable. Philippe Séguin fut sans doute l'un des derniers hommes politiques à incarner physiquement la République, dans ce qu'elle avait de rugueux, de populaire, de droit.

Son discours contre le traité de Maastricht à l'Assemblée nationale en 1992 reste dans les mémoires de ceux qui ont encore de la mémoire. Un moment de grâce républicaine. Séguin parlait à l'histoire. Il voyait ce que d'autres ne voulaient pas voir : que la monnaie unique allait arracher aux peuples leur pouvoir de décider, que l'Europe technocratique allait devenir une cage dorée sans issue. Il n'était pas contre l'Europe, mais contre l'abandon de la souveraineté populaire.

Il portait cette droite sociale et gaullienne que la Ve République avait su faire exister un temps : une droite qui se préoccupait du sort des humbles, sans renoncer à la grandeur nationale. Mais cette droite-là fut balayée par les gestionnaires, les européistes, les stratèges sans cap.

Séguin parlait pour la France, non pour un parti. Et c'est ce qui l'a tué politiquement. Trop libre pour obéir, trop loyal pour trahir. Il fut président de la Cour des Comptes, loin du tumulte partisan. Mais le feu politique était là, toujours.

Dans l'Europe intérieure, Séguin est une silhouette haute. Il ne fut pas seulement un homme politique : il fut un seuil. Celui au-delà duquel la parole vraie fut éteinte. On ne l'a pas écouté. Mais il a parlé. Et cela, aujourd'hui, compte plus que jamais.

Car ce qu'il dénonçait n'est pas du passé : c'est notre présent. L'euro sans légitimité, les traités sans peuples, les gouvernants sans nations. Séguin n'était pas un nostalgique. Il était un avertisseur. Le genre d'homme que l'histoire ressuscite quand elle s'effondre.

Il parlait depuis la France. Il parlait pour elle. Il parlait en elle.